



SANS COMMENTAIRES... ET SOUS TOUTES RESERVES

♦ **Institut Montaigne / santé** : L'Institut Montaigne publie ce jour une note intitulée "Longévité en santé" où il appelle à faire de la progression de l'espérance de vie en bonne santé un pilier de nos politiques de santé, sur le modèle de ce qui a été fait avec succès pour la lutte contre le cancer au cours des vingt dernières années. A cette fin, il défend six propositions parmi lesquelles la fixation d'un objectif global de rattrapage des pays les plus avancés en matière d'espérance de vie en bonne santé pour tous à horizon 2035/2040, et sa mise en œuvre dans une stratégie nationale de santé portée par un Institut national de la Longévité ; la garantie d'un continuum de prévention tout au long de la vie en engageant une stratégie globale d'accès à la prévention et l'information ; le doublement du nombre de paramédicaux en exercice ; l'organisation d'un parcours de proximité ; ou encore la construction d'une plateforme digitale nationale unique, interopérable et centrée sur la donnée, au service du suivi des parcours de santé des personnes fragiles.

♦ **POLONY** : La candidature à la présidentielle de la journaliste Natacha POLONY, cofondatrice et directrice de la rédaction de la revue trimestrielle "L'Audace", ancienne directrice de la rédaction de "Marianne", se structure, selon "Le Point" et "L'Express". L'un avance le nom de M. Antoine CASINI, conseiller départemental (PS) du Calvados, comme directeur de la future campagne, et le recrutement d'un préfet comme directeur de cabinet ; l'autre évoque un local de campagne dans le VI^e arrondissement de Paris et de premiers dons à des structures réunies au sein du CNR 2027, à savoir le Mouvement républicain et citoyen (MRC), L'Engagement devenu La France républicaine et souveraine (LFRS), Refondation Républicaine, République souveraine, fondée puis quittée par M. Georges KUZMANOVIC, ancien conseiller aux affaires internationales du fondateur de LFI Jean-Luc MELENCHON, en attendant le dépôt des statuts d'une association de financement. Depuis la rentrée, des réunions ont lieu régulièrement pour alimenter un programme qui, dans la lignée de son livre "La France corps et âme" paru en juin, se structure autour de trois axes : la réindustrialisation, la restauration de l'autorité de l'Etat et le redressement de l'école. Y participent notamment MM. Jean-Yves AUTEXIER, président de Refondation républicaine, vice-président de la Fondation Res Publica, ancien député et sénateur de Paris, François COCQ, ancien secrétaire général du Parti de gauche, ancien directeur de campagne de M. Arnaud MONTEBOURG, ancien porte-parole de LFI dont il a été exclu, Thierry COTELLE, président du MRC, conseiller régional (DVG) d'Occitanie, Daniel GUERIN, inspecteur général des affaires culturelles, conseiller départemental (DVG) du Val-de-Marne, ou Vincent GUIBERT, président de LFRS et créateur du nom de domaine "natachapolony2027.fr". "L'Express" ajoute que "son équipe, qui s'est rapprochée de François RUFFIN, verrait volontiers se former un 'ticket' avec le député de la Somme" voire "d'attirer d'anciennes figures de la droite sociale, à l'instar de Dominique de VILLEPIN ou Jean-Louis BORLOO". Dans "Le Point", le directeur général de "L'Audace" Frédéric CASSEGRAIN précise que Mme POLONY quittera dans quelques semaines ses fonctions de directrice de la rédaction, où un remplaçant a déjà été trouvé.

♦ **Les Ecologistes / littoraux** : La secrétaire nationale des Ecologistes Marine TONDELIER a présenté hier à Wissant (Pas-de-Calais) plusieurs dizaines de mesures pour les littoraux regroupées dans un livret thématique d'une vingtaine de pages, "un panier de propositions dans lequel chacun pourra aller piocher", "pour montrer aux gens qui vivent sur le littoral français (...) qu'on a des solutions dédiées à eux". Parmi celles-ci la création d'un "fonds érosion côtière" pour permettre aux collectivités de préempter et rendre à la nature des zones touchées par l'érosion. Après un premier livret consacré à la montagne et un second au littoral, Les Ecologistes vont publier des livrets similaires sur les ruralités, les territoires ultramarins et les quartiers populaires, a précisé Mme TONDELIER.

♦ **Périscolaire / Sénat** : L'ancien ministre de l'Education nationale Vincent PEILLON, qui a porté

le retour de la semaine de quatre jours et demi à l'école, a regretté hier devant la mission d'information du Sénat consacrée à la prévention et au traitement des violences dans le périscolaire, qu'on n'ait pas "créé de filière" d'éducateurs pour le périscolaire et reconnu que le budget obtenu à l'époque, 300 millions d'euros, était "absolument ridicule par rapport aux besoins", estimé a minima à un milliard". Selon lui, la réforme du retour à quatre jours et demi d'école était "consensuelle", sans "contradiction sur le fond", mais elle "se dégrade dès 2014 et n'existe plus en 2017" : "on n'a rien eu le temps de faire", a-t-il déploré. Auditionné dans la foulée, son successeur Jean-Michel BLANQUER est revenu sur sa décision, prise dès sa nomination en 2017, d'autoriser les communes qui le souhaitent à repasser à la semaine de quatre jours, invoquant "une très grande hétérogénéité" des situations sur le territoire, l'absence d'évaluation nationale de la réforme et des difficultés d'organisation.

♦ **ZUCMAN** : Au lendemain de la parution de son livre "Contre l'oligarchie internationale. Le manifeste de Paris" (Seuil), l'économiste Gabriel ZUCMAN organise le 21 novembre au théâtre de la Concorde un Sommet contre l'oligarchie internationale, auquel participeront, outre son Observatoire international de la fiscalité, le Laboratoire sur les inégalités mondiales, codirigé par M. Thomas PIKETTY, l'ICRICT, piloté notamment par le prix Nobel Joseph STIGLITZ, et le Laboratoire pour le pluralisme démocratique, dirigé par Mme Julia CAGE. La journée sera consacrée à trois thématiques : les médias et les plateformes, l'intelligence artificielle et la taxation des milliardaires.

♦ **Gratuité des transports** : La Fondation Jean-Jaurès a publié hier une étude sur "la gratuité des transports collectifs", "objet majeur du débat sur les politiques de mobilité" depuis les municipales, dans laquelle elle en propose une analyse historique, politique et économique.

